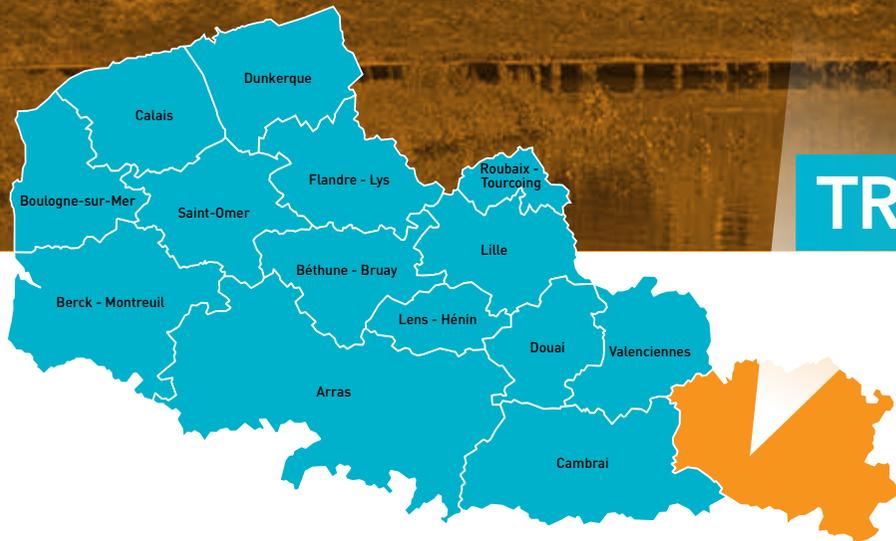




Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS



TRAJECTOIRE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA ZONE D'EMPLOI DE MAUBEUGE



TRAJECTOIRE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA ZONE D'EMPLOI DE MAUBEUGE

Directeur de publication : Jean-François BÉNÉVISE
Rédacteur en chef : Bruno CLÉMENT-ZIZA
Rédacteurs : Éric BEERENS, Juliette CULOT
A collaboré : Pierre FACHE
Graphisme : Gilles VIDAL
Crédits photo : Comité Régional de Tourisme
Nord - Pas-de-Calais (www.crt-nordpasdecalais),
Xavier ALPHAND, John CASEY, Vasily SMIRNOV

Le moulin à eau de Maroilles ►
© Xavier Alphand

ATOUTS

- Positionnement géographique à l'intersection de deux grands courants d'échanges : nord-sud (Benelux/Europe du Sud) et est-ouest (Europe Centrale/façade littorale)^[1]
- Tissu économique le plus diversifié de la région
- Présence d'entreprises mondialement reconnues pour leurs produits innovants
- Agriculture diversifiée et respectueuse de l'environnement
- Parc Naturel Régional de l'Avesnois

OPPORTUNITÉS

- Industrie agro-alimentaire en croissance continue, devenue en 2012 le troisième secteur industriel
- Dynamisme des activités présentes permettant de rattraper le retard avec la région
- Territoire doté de plusieurs structures d'innovation, notamment dans la mécanique avec le Pôle d'excellence régional Mécanov
- Implantation de centres de recherche de grands groupes d'envergure internationale (Vallourec, Areva, Jeumont Électric)
- Projet de recherche et développement dans le cadre du Pôle Maîtrise Énergétique Des Entraînements Électriques (MEDEE)
- Deux Pôles d'excellence ruraux
- Développement des circuits courts alimentaires
- Présence d'une antenne universitaire avec des formations de pointe
- Regroupement des outils territoriaux d'insertion à l'emploi du bassin d'emploi (Réussir en Sambre Avesnois)
- Liens naturels avec la Belgique

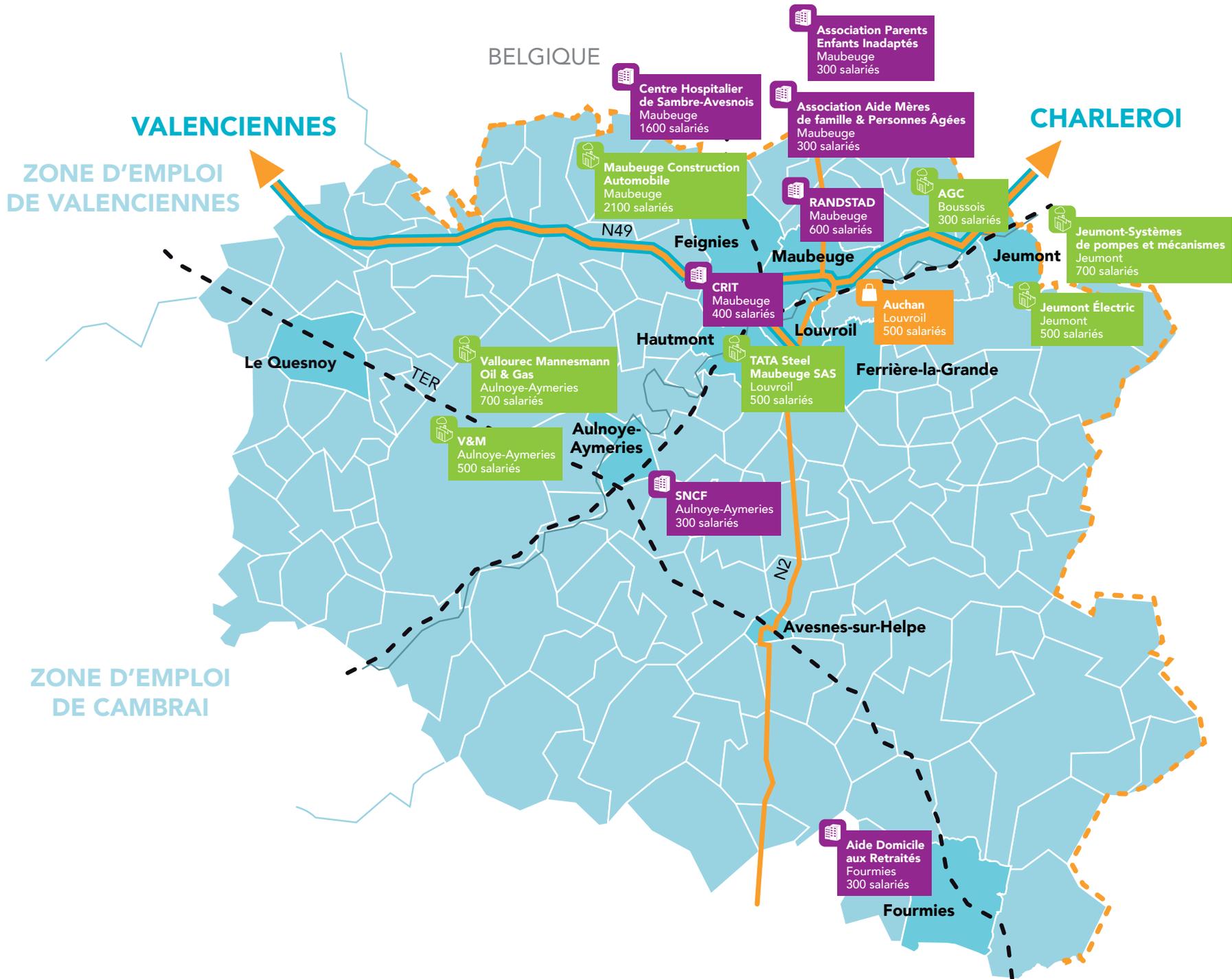
FAIBLESSES

- Deuxième plus forte baisse démographique en région sur la période récente
- Population vieillissante marquée par un déficit de jeunes par rapport à la région
- Faible niveau de qualification de la population
- Taux d'emploi parmi les plus faibles de la région
- Sur-chômage historique
- Risque de chômage de longue durée très développé
- Enclavement du sud de la zone d'emploi^[1]

MENACES

- Décroissance de la population active à l'horizon 2030
- Poursuite de l'émigration résidentielle, à l'origine d'une érosion de la base de la pyramide des âges
- Déficit migratoire élevé des navettes quotidiennes liées au travail
- Spécialisation de l'industrie dans des technologies moyennes en déclin ou fortement touchées par la crise économique de 2008 : industrie automobile, sidérurgie, mécanique industrielle, fabrication de tubes en acier
- Problème de reconversion des salariés licenciés de l'industrie
- Forte dépendance aux groupes étrangers
- Concentration de l'emploi dans quelques grands établissements
- Plus faible part du tertiaire marchand en région
- Malgré le besoin, un des plus faibles recours aux services à la personne dans un territoire au très faible revenu fiscal moyen

ZONE D'EMPLOI DE MAUBEUGE



1 UN TERRITOIRE À DOMINANTE INDUSTRIELLE MARQUÉ PAR UNE ÉMIGRATION CONTINUE

Située à l'extrême sud-est de la région, la zone d'emploi de Maubeuge se situe à l'intersection de deux grands courants d'échanges : nord-sud (Benelux/Europe du Sud) et est-ouest (Europe Centrale/façade littorale) ^[1].

Sa frontière avec le Hainaut belge (Mons et Charleroi) est à l'origine de relations économiques anciennes et lui permet aujourd'hui de bénéficier d'infrastructures de transports (aéroport de Charleroi, autoroute E42).

Début 2011, Maubeuge compte 232 700 habitants. Entre 1999 et 2011, le territoire a subi la plus forte baisse démographique de la région, après Dunkerque (-0,2 % en moyenne annuelle). Ces pertes sont liées en grande partie aux départs résidentiels, engendrant une érosion de la base de la pyramide des âges ^[2].

La zone vieillissante depuis les années 1980 se caractérise en 2011 par un déficit de jeunes : 39,0 % de la population est âgée de moins de 30 ans, soit 1,4 point de moins qu'en région. Leur nombre recule de -10,2 % sur dix ans contre -6,7 % dans le Nord - Pas-de-Calais. À l'inverse, la part des habitants âgés de plus de 60 ans dépasse de +1,5 point le taux régional (21,6 %).

Le niveau de formation de la population est relativement faible avec un indice de formation de 1,13, inférieur à l'indice régional de 1,27. Les personnes ne possédant pas de diplôme supérieur au BEP-CAP sont surreprésentées : 47,8 %, soit 4,0 points de plus qu'en moyenne régionale.

La zone d'emploi est surtout marquée par la plus faible part en diplômés du supérieur (16,2 %), les jeunes les mieux formés ayant tendance à quitter la zone ^[3]. Avec une hausse de +2,1 points en dix ans, la progression de la part des diplômés en formations supérieures longues est l'une des plus faibles de toutes les zones du Nord - Pas-de-Calais.

En 2011, l'activité professionnelle des adultes (66,2 %) est inférieure à la moyenne régionale du fait de la faible activité des femmes. Par ailleurs, Maubeuge présente le plus faible taux d'emploi de la région après Lens-Hénin : 53,2 %, soit 4,1 points de moins que dans le Nord - Pas-de-Calais.

Les postes sont principalement occupés par des ouvriers, malgré une baisse importante des emplois qualifiés (-4,5 points entre 1999 et 2010) : ils représentent désormais 30,0 % des actifs en emploi contre 25,9 % en région. Les structures professionnelles sont toujours caractérisées par une surreprésentation des agriculteurs sur 2,1 % des emplois contre 1,0 % en région. Les cadres sont largement déficitaires avec 7,8 % des postes occupés contre 11,9 % dans le Nord - Pas-de-Calais.

En 2011, la zone d'emploi de Maubeuge compte 66 100 emplois, dont 5 900 emplois non-salariés. La conjonction d'espaces ruraux et urbains offre le tissu économique le plus diversifié du Nord - Pas-de-Calais ^[4]. Néanmoins, la structure sectorielle reste davantage orientée vers l'industrie que la moyenne régionale avec 21 % de postes industriels contre 14 % dans le Nord - Pas-de-Calais. Les caractéristiques tendent toutefois à se rapprocher, le recul continu de l'industrie étant plus rapide qu'en région. Malgré ces baisses, **certaines spécificités locales apparues avant la révolution industrielle sont toujours présentes** : la métallurgie reste ainsi le premier employeur industriel de la zone avec 6,8 % des 38 200 emplois concurrentiels. Ce secteur devance toujours l'industrie automobile (5,7 %). En 2012, l'industrie agro-alimentaire en croissance continue est devenue le troisième secteur industriel de la zone (4,3 %).

L'agriculture (1 %) et la construction (5 %) initialement très présentes ont également laissé peu à peu la place aux services. Mais **la part du tertiaire reste très inférieure à la moyenne régionale** (64 % contre 73 %), avec notamment la plus faible part du tertiaire marchand (29 %). En 2013, le commerce (16,8 %) et l'action sociale (10,4 %) sont les principaux pourvoyeurs d'emplois concurrentiels.

16,2 %
[PLUS FAIBLE PART
EN DIPLÔMÉS DU
SUPÉRIEUR]

LE TISSU
ÉCONOMIQUE LE
PLUS DIVERSIFIÉ
DE LA RÉGION

L'INDUSTRIE
AGRO-
ALIMENTAIRE
EN CROISSANCE
CONTINUE
EST DEVENUE
LE TROISIÈME
SECTEUR
INDUSTRIEL

MAUBEUGE
APPARTIENT AUX
15 PREMIERS TAUX
DE CHÔMAGE
DE FRANCE
MÉTROPOLITAINE

Les ressources de main d'œuvre sont relativement abondantes mais excèdent les possibilités d'emploi du territoire. La zone souffre d'un sur-chômage dépassant le taux régional de +2,1 points fin 2013. Maubeuge appartient aux 15 premiers taux de chômage de France métropolitaine avec 14,9 % de la population se déclarant au chômage.

Si la part des jeunes demandeurs d'emploi est proche du niveau régional, le risque de chômage de longue durée est par contre sensiblement développé avec 49,9 % des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi, soit 2,8 points de plus qu'en région.



Maubeuge : office du tourisme

2 UNE RECONVERSION INSUFFISANTE, INTERROMPUE PAR LA CRISE ÉCONOMIQUE

Entre 1962 et 2006, Maubeuge subit la situation la plus critique des 15 zones du Nord - Pas-de-Calais.

Le territoire conjugue la plus faible croissance de la population active (+1,5‰ contre +5,7‰ en région) et la plus importante baisse d'emploi (-21 % contre +13 %). Ces évolutions sont associées à une dégradation soutenue du chômage : alors que Maubeuge détient le deuxième plus faible taux de chômage de la région en 1962, le territoire se classe aujourd'hui parmi les 15 plus importants taux de chômage de France métropolitaine.

2.1 L'IMPLANTATION D'UN PÔLE DE CROISSANCE AUTOMOBILE POUR PRENDRE LE RELAIS DES ACTIVITÉS EN DÉCLIN

Avec 87 600 emplois recensés, le territoire propose un niveau d'emploi en 1962 qui ne sera plus jamais atteint par la suite.

À partir de cette période, l'emploi recule (-4 % entre 1962 et 1968), entraîné par les pertes dans l'agriculture (-17 %) et le secondaire (-11 %). Au cours de ces années, l'appareil productif régional subit de redoutables secousses qui affectent également l'économie française et mondiale en pleine mutation structurelle. Les activités traditionnelles à l'origine du dynamisme local sont fortement concurrencées :

- Le pôle **textile** spécialisé dans la filature de laine autour de Fourmies est fragilisé par la concentration des activités en faveur des entreprises mères de Roubaix et Tourcoing ^[5].
- La **verrerie** organisée autour de Trélon subit la montée en puissance d'Arc international sur Saint-Omer dans les années 1960-1970.

- De nouvelles conditions de production apparaissent dans la **sidérurgie** du fait de l'émergence de nouveaux pays producteurs à faibles coûts (Brésil, Chine, Corée) au moment même où la consommation d'acier s'est ralentie du fait de la généralisation de l'utilisation des matières plastiques et des chocs pétroliers. Pour ces raisons, une concentration à la fois financière et physique des entreprises s'opère pour renforcer les sites les plus productifs ^[5]. Les pôles du littoral se développent avec la mise en activité d'une importante unité de production à Dunkerque en 1962. Cette montée en puissance de la sidérurgie dunkerquoise coïncide avec le déclin des unités de Sambre ^[6].

Dès cette période, Maubeuge apparaît comme une terre d'émigration, perdant 4 100 actifs entre 1962 et 1968. L'effet du taux d'activité au plus bas renforce la baisse du nombre d'actifs. Seul le renouvellement naturel des générations par une population encore jeune atténue ces effets, faisant entrer 6 900 personnes en activité.

Malgré des pertes massives dans l'agriculture (-30 %), la tendance s'inverse dans les années 1970 et **l'emploi résiste de 1968 à 1975** (+3 %). Le secteur secondaire se développe sur cette période (+7 %), dans un dynamisme qui restera unique sur Maubeuge.

Ces évolutions reposent sur le **plan de reconversion engagé par l'État à la fin des années 1960** face au déclin des activités traditionnelles. Il favorise alors l'implantation locale de grandes unités de construction automobile, pariant sur le développement d'activités nouvelles par effet d'entraînement (sidérurgie, métallurgie, verre, textile, plastique, peintures...). En 1970, une usine d'emboutissage et de tôlerie ainsi qu'un important ensemble de peinture, vernissage et finition sont implantés près de Maubeuge par une filiale commune de Chausson, Renault et Peugeot, ensuite entièrement reprise par Renault sous le nom de Maubeuge Construction Automobile (MCA) ^[6].

CETTE MONTÉE
EN PUISSANCE DE
LA SIDÉRURGIE
DUNKERQUOISE
COÏNCIDE AVEC
LE DÉCLIN DES
UNITÉS DE
SAMBRE

1970
MAUBEUGE
CONSTRUCTION
AUTOMOBILE
[MCA]

LE SECTEUR
SECONDAIRE SE
DÉVELOPPE SUR
CETTE PÉRIODE
(+7 %), DANS UN
DYNAMISME QUI
RESTERA UNIQUE
SUR MAUBEUGE

VARIATION DE LA POPULATION ACTIVE SELON :

	Population active en fin de période	Variation totale sur la période
1962-1968	89 200	-2 200
1968-1975	93 800	+4 600
1975-1982	97 000	+3 200
1982-1990	94 000	-3 000
1990-1999	94 900	+900
1999-2006	97 900	+3 000

LES EFFETS SOCIODÉMOGRAPHIQUES

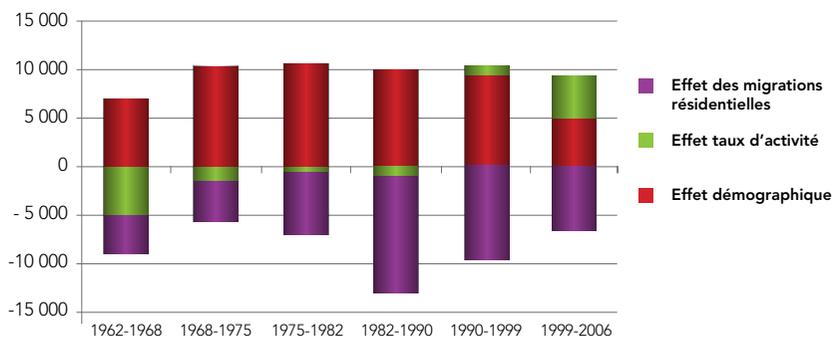
	dont effet démographique	dont effet taux d'activité	dont effet des migrations résidentielles
1962-1968	+6 900	-5 000	-4 100
1968-1975	+10 200	-1 700	-3 900
1975-1982	+10 400	-600	-6 600
1982-1990	+10 000	-1 300	-11 700
1990-1999	+9 600	+1 000	-9 600
1999-2006	+4 900	+4 600	-6 500

Source : Recensements de la population de 1962 à 2006
 Note de lecture : Δ population active = Δ effet démographique + Δ effet taux d'activité + solde des migrations résidentielles

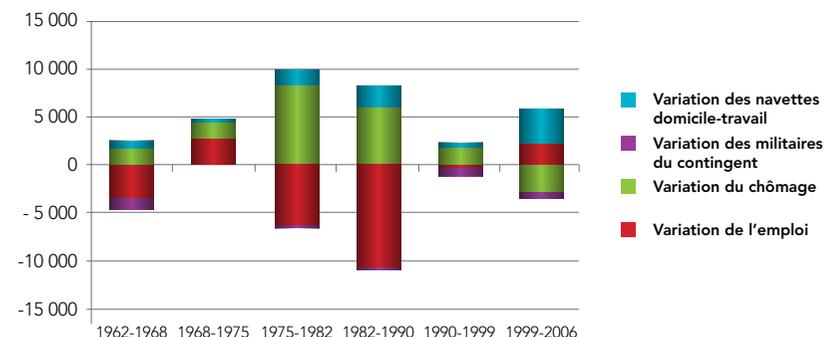
L'ÉVOLUTION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

	dont variation de l'emploi	dont variation du chômage	dont variation des militaires du contingent	dont variation du solde des navettes domicile-travail
1962-1968	-3 500	+1 600	-1 100	-700
1968-1975	+2 500	+1 600	+0	-400
1975-1982	-6 700	+8 200	-100	-1 800
1982-1990	-11 100	+6 100	-200	-2 200
1990-1999	-500	+1 700	-800	-500
1999-2006	+2 100	-2 700	-400	-4 000

Source : Recensements de la population de 1962 à 2006
 Note de lecture : Δ population active = Δ emploi + Δ chômage + Δ militaires du contingent - Δ solde des navettes



Source : Recensements de la population de 1962 à 2006

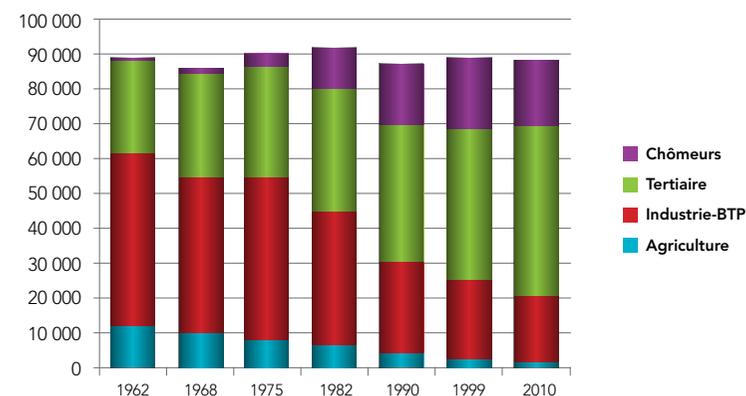


Source : Recensements de la population de 1962 à 2006
 Note de lecture : une variation positive du solde des navettes s'impute négativement à la variation de la population active

EMPLOIS AU LIEU DE TRAVAIL ET CHÔMEURS AU LIEU DE RÉSIDENCE

	Agriculture	Industrie-BTP	Tertiaire	Emploi au lieu de travail	Chômeurs
1962	12 400	49 900	25 400	87 600	400
1968	10 200	44 400	29 400	84 100	2 000
1975	7 200	47 500	32 000	86 600	3 600
1982	6 100	38 700	35 100	79 900	11 800
1990	3 900	26 500	38 400	68 800	17 900
1999	2 700	21 900	43 700	68 300	19 600
2010	2 100	18 800	48 300	69 200	18 400

Source : Recensements de la population de 1962 à 2010



Source : Recensements de la population de 1962 à 2010

L'émigration atteint alors son plus faible niveau avec seulement 3 900 personnes quittant le territoire sur la période. Les salariés venant chaque jour d'autres territoires pour travailler sont toujours supérieurs aux navettes sortantes. Le taux de chômage est encore inférieur au taux régional.

2.2 LE MANQUE D'ATTRACTIVITÉ D'UN TERRITOIRE TROP MARQUÉ PAR LES FERMETURES DANS L'INDUSTRIE

À partir de 1975, les destructions d'emploi reprennent (-8 % entre 1975 et 1982) en raison des difficultés dans l'industrie. Les grands établissements sidérurgiques de la vallée de la Sambre déclinent rapidement et les fermetures d'établissements se succèdent. Rendue obsolète par la stratégie de littoralisation de la production, l'usine Usinor de Louvroil ferme en 1977, entraînant le licenciement de 800 salariés. Seule subsiste dans ce qui était « le berceau de l'acier nordiste » une activité de fabrication de tubes d'acier avec Vallourec^[6]. Elle permet à l'activité de première transformation de l'acier de rester le principal secteur industriel de la zone au début des années 1980, devant la construction automobile, le travail des métaux et le matériel électrique^[3].

Du fait d'une offre locale insuffisante, les sorties quotidiennes d'actifs résidents s'accroissent entre 1975 et 1982, se tournant en grande partie vers le pôle valenciennois^[3]. Parallèlement, un nombre important d'actifs reste dans la zone sans trouver d'emploi, **l'industrie automobile n'étant pas suffisante pour contrebalancer la crise majeure touchant la vallée de la Sambre**^[7]. La hausse du chômage est sans précédent (+8 200 personnes). Seul l'effet démographique inédit soutient la croissance de la population active, faisant entrer 10 400 jeunes supplémentaires en activité.

De 1982 à 1990, les destructions d'emploi deviennent maximales : 11 100 emplois sont supprimés en huit ans. Un emploi secondaire sur trois disparaît au cours de cette période. En 1986, la société Jeumont Schneider employant plus de 3 000 personnes pour la fabrication du matériel électrique diminue ses

investissements dans les activités ferroviaires devenues lourdement déficitaires. Cette décision provoque une crise majeure et le licenciement de la moitié des effectifs de l'usine de Jeumont^[8]. En 1987, Vallourec traverse également une année noire frappée par la crise économique et financière mais échappe au dépôt de bilan grâce au renflouement de ses dirigeants et de ses actionnaires^[9].

La perte des emplois industriels amorce une diversification de la zone^[6] mais le développement du tertiaire reste toujours inférieur au rythme d'évolution régional.

Le chômage continue à se développer : **Maubeuge devient le deuxième taux de chômage de la région en 1990.**

Les sorties d'actifs travaillant dans les territoires voisins s'accroissent au point de rendre déficitaire le solde des navettes quotidiennes en 1990. Un vieillissement de la population s'amorce également au cours de cette période^[3], ralentissant l'apport naturel d'actifs. Le renouvellement des générations ne suffit plus à compenser une émigration devenue maximale, faisant perdre 11 700 actifs à la zone de 1982 à 1990.

La croissance de la population devient négative et restera par la suite toujours inférieure à l'évolution régionale.

2.3 UN DÉVELOPPEMENT TARDIF DES ACTIVITÉS TERTIAIRES

À partir de 1990, la hausse du taux d'activité soutenue par l'activité des femmes et des seniors^[2] contribue pour la première fois positivement à la croissance de la population active. Les sorties d'actifs deviennent plus modérées en fin de période : 19 % des résidents travaillent en dehors de Maubeuge, majoritairement sur Valenciennes en 2009. Elles dépassent toujours les entrées d'actifs, entraînant un solde déficitaire de -6 500 personnes. En 2009, 11 % des emplois locaux sont occupés par des travailleurs venant de Valenciennes, d'autres régions ou de Cambrai.

L'émigration résidentielle devient moins importante mais la population locale vieillissante entraîne le plus faible renouvellement des générations depuis la fin des années 1960.

L'USINE USINOR
DE LOUVROIL
FERME EN 1977,
ENTRAÎNANT LE
LICENCIEMENT
DE 800 SALARIÉS

DE 1982 À 1990,
UN EMPLOI
SECONDAIRE
SUR TROIS
DISPARAÎT

**ENTRE
1993 ET 2007,
FORTE
RECOMPOSITION
DU TISSU
ÉCONOMIQUE**

Les pertes d'emploi se ralentissent. Le tertiaire connaît alors sa plus forte croissance (+14 % entre 1990 et 1999), suffisante pour la première fois à compenser le déclin industriel ralenti.

Entre 1993 et 2007, ce territoire a connu une forte recomposition de son tissu économique mais la dynamique est plus modérée qu'en région (+15 % contre +21 %).

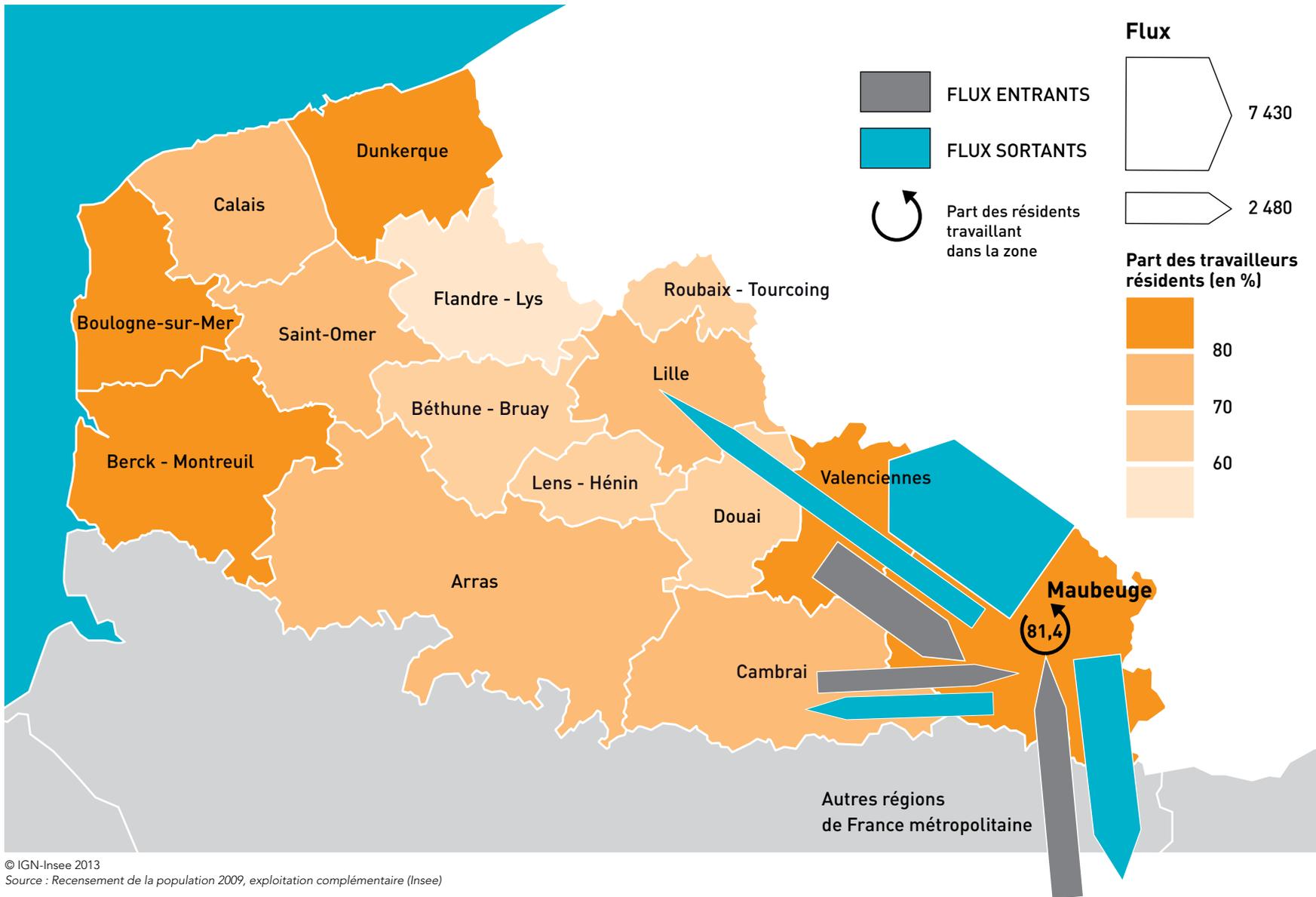
L'industrie a perdu 17 % de ses emplois, en partie compensés par le recours à l'intérim. L'industrie de technologie moyenne inférieure subit la situation la plus dégradée (-23 %), touchée par les fermetures dans la réparation et l'installation de machines et équipements (-630 postes), de verre plat (-530 postes) et la fonderie (-500 postes). L'industrie de faible technologie connaît le même rythme de pertes en raison des difficultés du textile-habillement (-900 postes). L'industrie de haute

technologie disparaît totalement sur cette période. Seule l'industrie de technologie moyenne supérieure utilisée dans l'automobile limite ses pertes dans son cœur de métier (-2 %).

La construction progresse de +31 %, créant 800 emplois sur la période. Entre 1993 et 2007, le tertiaire local suit la même croissance qu'en région (+47 %). D'importantes créations d'emploi sont enregistrées dans les services à moindre intensité en connaissance (+25 %) dans le commerce de détail (+1 300 postes) et la restauration (+620 postes), ainsi que dans les services présentsiels (+35 %), notamment dans l'aide à domicile (+700 postes). **L'important recours à l'intérim avec la fabrication du Kangoo par MCA à partir de 1997 (+3 300 postes) permet aux services non high-tech de rattraper leur retard sur la région.** À l'inverse, les activités high-tech essentiellement informatiques restent nettement sous-représentées.



FLUX DOMICILE-TRAVAIL DE LA ZONE D'EMPLOI DE MAUBEUGE



© IGN-Insee 2013
 Source : Recensement de la population 2009, exploitation complémentaire (Insee)

EN 2013,
L'INDUSTRIE RESTE
TRÈS SPÉCIALISÉE
DANS LES
TECHNOLOGIES
MOYENNES

2.4 UN DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS INTERROMPU PAR LA CRISE ÉCONOMIQUE DE 2008

Maubeuge cumule plusieurs facteurs de vulnérabilité en cas de retournement conjoncturel^[10] :

- Un déficit migratoire élevé : ce manque d'attractivité constitue un frein à l'évolution de l'emploi, l'arrivée de ménages étant en général associée à un emploi plus dynamique ;
- Un taux d'exportation élevé impliquant un territoire fragilisé dès la contraction de la demande mondiale ;
- Une part élevée de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi présentant une probabilité de retour à l'emploi plus faible ;
- Une forte dépendance aux groupes étrangers, frein potentiel à l'essor de l'emploi local ;
- Un tissu productif davantage tourné vers la sphère non présentielle formée d'emplois potentiellement délocalisables ;
- Une concentration de l'emploi dans quelques grands établissements : les quatre premiers établissements industriels regroupent un tiers des salariés du secteur.

Maubeuge appartient aux territoires dont la croissance a été interrompue par la crise de 2008^[11]. Depuis les années 1990, le point haut de l'emploi a été atteint en 2007 avec 42 500 emplois concurrentiels.

Depuis 2007, la zone a perdu 10,3 % des emplois contre 4,5 % en moyenne dans la région. La dégradation est liée au recul de l'industrie qui se poursuit, mais également à d'importantes pertes d'emploi tertiaire essentiellement intérimaire.

De 2007 à 2013, le recul dans les cœurs de métier industriel est davantage limité dans la zone (-13,7 %) qu'en région (-15,9 %). Les pertes se concentrent dans les industries de technologie moyenne, supérieure (-15 %) touchée dans l'industrie automobile (-780 postes hors intérim) et inférieure (-18 %) avec des pertes dans la mécanique industrielle (-220 postes) et la fabrication de tubes en acier jusque-là plutôt dynamique (-220 postes).

Maubeuge subit la plus forte dégradation de l'emploi tertiaire des territoires du Nord - Pas-de-Calais avec un recul de -9,6 % contre -0,2 % en région. Le territoire est particulièrement touché par l'effondrement de l'intérim employé en grande partie dans l'industrie (-2 200 postes) entraînant la chute des services non high-tech (-48 %). Les fermetures dans les commerces de Sambre-Avesnois (-320 postes) pèsent sur les services à moindre concentration en connaissance (-5 %). Les créations d'emploi portent presque exclusivement sur des activités présentielles (+11 %) grâce à l'action sociale (+700 postes) telle que l'hébergement pour personnes âgées, l'aide par le travail ou l'accueil de jeunes enfants.

En 2013, l'industrie reste très spécialisée dans les technologies moyennes, à la fois supérieure (automobile, fabrication de pompes ou de moteurs) et inférieure (fabrication de tubes d'acier, sidérurgie, fonderie, mécanique industrielle).

Les secteurs du tertiaire sont tous moins développés qu'en région, à l'exception des services présentiels davantage tournés vers la satisfaction des besoins de la population. La part de l'emploi présentiel est désormais équivalente à la part régionale (67 %), rattrapant l'écart de -8 points en 1975. Mais alors que la proportion de seniors dépasse la moyenne régionale, le taux de recours des ménages aux services à la personne est l'un des plus faibles de la région dans un territoire au plus faible revenu fiscal moyen après Lens-Hénin^[4].

2.5 DEUXIÈME PLUS FORTE BAISSÉ DE LA POPULATION ACTIVE D'ICI 2030

Si les tendances démographiques se prolongeaient, Maubeuge continuerait à perdre des actifs à l'horizon 2030 à l'inverse de la région. Le territoire subirait la plus forte baisse de la population active après Dunkerque (-2,4 ‰).

Constant, le renouvellement des générations serait sans effet sur l'évolution totale du nombre d'actifs. Une meilleure activité professionnelle soutiendrait à terme la population active, toujours pénalisée par une émigration continue jusqu'en 2030.



Ouvrier tronçonnant l'acier
Fotolia.com © John Casey

3

DES STRUCTURES INNOVANTES DANS LES PRINCIPALES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES

PÔLES D'EXCELLENCE RÉGIONAUX :

« BOIS »
« MÉCANOV »
« AGROÉ »

CENTRE D'ESSAI
DE JEUMONT
SYSTÈMES DE
POMPES ET
MÉCANISMES,
FILIALE D'AREVA

VALLOUREC
RESEARCH
CENTER FRANCE

Le territoire comporte une vingtaine de zones d'activité regroupant plus de 150 entreprises, tous types d'activité confondus. La moitié d'entre elles se situe à l'ouest de Maubeuge, en bordure de la RN49 ^[1].

Des Pôles d'excellence régionaux sont présents en Sambre-Avesnois :

- Le Pôle « Bois » relaie dans le territoire le plus boisé du Nord - Pas-de-Calais le développement de la filière vers des débouchés tels que le bois-énergie ou le bois-construction. Cette démarche respecte les défis engagés depuis le Grenelle de l'environnement (économies d'énergie, maisons basse consommation, maisons vertes...), visant à diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050.
- Le Pôle « Mécanov » (mécanique, matériaux et biens d'équipements industriels – plateforme technologique travail des métaux) aide les sous-traitants à proposer de la valeur ajoutée dans leur réponse aux commandes des industries du secteur automobile, ferroviaire ou nucléaire. La filière mécanique régionale fournirait ainsi un service à l'industrie de qualité en fabrication de pièces (composants et équipements). Mécanov soutient le secteur dans la conquête de nouveaux marchés notamment via des programmes spécifiques en partenariat avec les chambres consulaires tels que Nucléi pour le nucléaire civil ou Eolissima vers l'éolien ^[12].
- L'agglomération Maubeuge Val-de-Sambre s'inscrit également dans le Pôle d'excellence agro-alimentaire « Agroé ». La stratégie du Pôle est formalisée autour de six axes pour développer la filière : innovation/recherche, intelligence économique, emploi formation, promotion internationale, promotion de la filière et développement durable.

Parallèlement, plusieurs partenaires industriels sont associés aux projets du **Pôle Maîtrise Énergétique Des Entrainements Électriques (MEDEE)**. Jeumont Électric participe par exemple aux projets relatifs à l'« industrialisation de CODE_CARMEL » développant des outils pour l'étude de système électromagnétique et la « conception & l'optimisation des systèmes électriques dans leur environnement » ^[13].

Le centre d'essai de Jeumont Systèmes de Pompes et Mécanismes, filiale d'Areva, abrite notamment une boucle d'essais afin de tester les groupes motopompes primaires des réacteurs EPR™ dans des conditions réelles de débit, de pression et de température, en complément des tests à débit réduit déjà réalisés sur le site Areva de Jeumont. Ces composants sont essentiels à la sûreté des réacteurs nucléaires en assurant la circulation de l'eau entre la cuve du réacteur et le générateur de la centrale ^[14].

Pôle d'excellence technologique du Groupe, le Vallourec Research Center France situé à Aulnoye, travaille à la mise au point de nouveaux alliages et de nouvelles nuances d'acier visant à améliorer la résistance et le poids des tubes destinés à l'industrie pétrolière ou aux applications mécaniques.

Basé sur le même site, le VAM® Connection Technology Center, un centre de test de connexions VAM® dont la capacité sera doublée d'ici 2017, permet de réaliser des tests grandeur nature afin de vérifier l'étanchéité des tubes et connexions VAM® dans les conditions les plus extrêmes ^[9].

À proximité de la zone de Grévaux-les-Guides, en bordure de la voie routière Maubeuge-Valenciennes et à proximité de la Cité de l'Entreprise où les équipementiers Lear Corporation, Valeo et Azaï sont installés, une Zone Industrielle Fournisseurs a été implantée pour l'accueil des sous-traitants de MCA travaillant en flux synchrone avec l'entreprise ^[1].

Le Laboratoire des Matériaux et Procédés dépendant de l'Université Valenciennes-Hainaut-Cambrésis travaille dans deux domaines :

- Les biomatériaux, en particulier dans le domaine médical (substituts osseux et instruments médicaux) ;
- Les céramiques thermiques et électriques, avec des applications dans les émetteurs/récepteurs (maintenance, contrôle de qualité...) et le traitement de surface (revêtements anti-usure et contre la corrosion) ^[15].

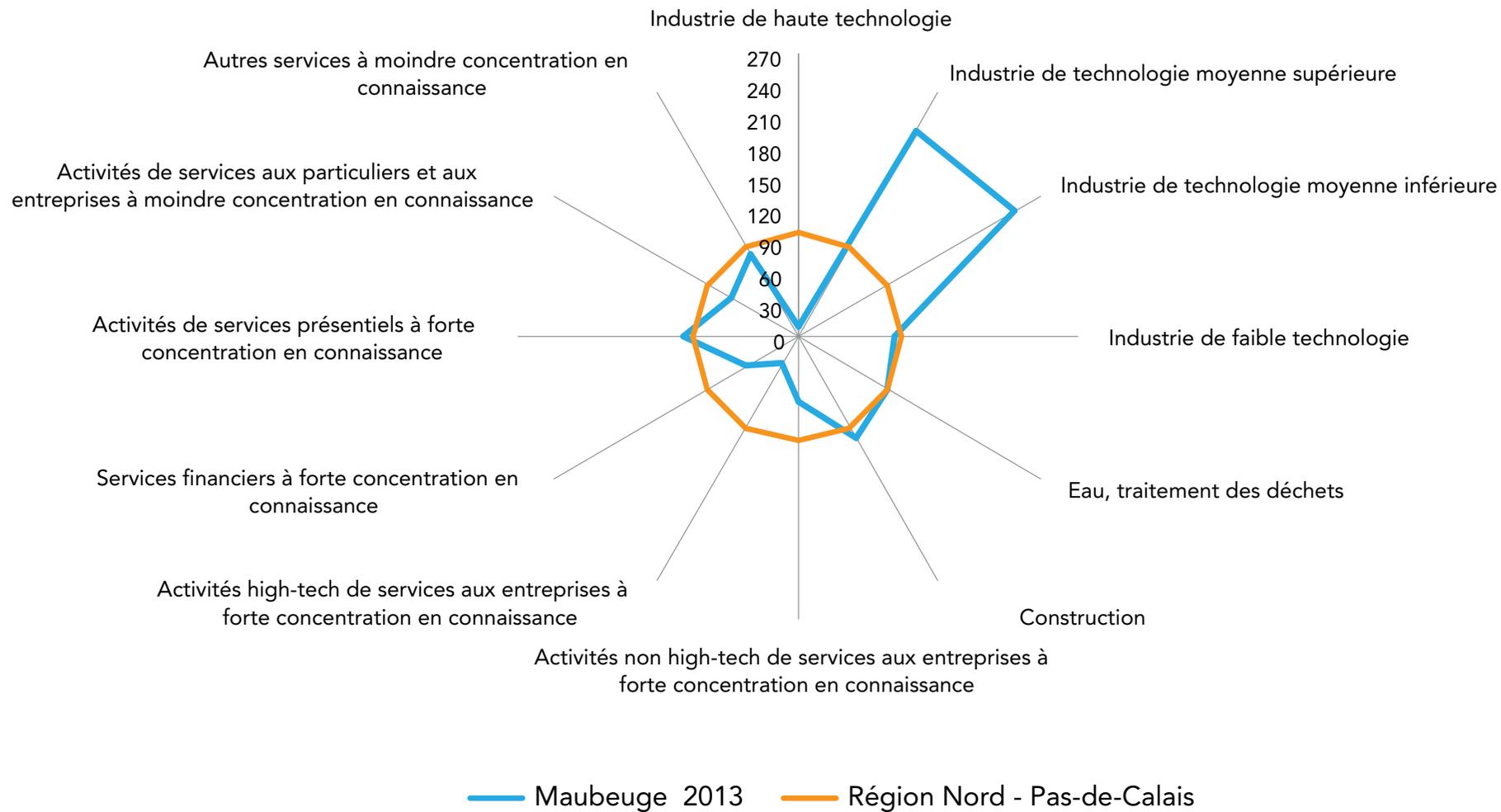
La labellisation des deux Pôles d'excellence ruraux déploie une dynamique créatrice d'emplois dans la zone rurale ^[1].

- Localisé à Maroilles au sein du Parc Naturel Régional de l'Avesnois, le Pôle « **maison du Pays du Maroilles** » permet la découverte du fromage de Maroilles, le développement de l'éducation au goût et la valorisation des produits locaux afin d'initier un tourisme du goût ;
- **L'objectif d'excellence du territoire de Fourmies-Trélon** est de valoriser les matériaux naturels locaux Pierre et Bois dans le cadre de la relance de ces filières organisées autour du développement d'unités artisanales de production et d'exploitation innovantes. Trois opérations sont menées : création d'une station d'imprégnation axiale des bois européens, création d'une unité d'extraction et de production de pierres locales et modernisation de l'offre culturelle en lien avec la thématique « matériaux naturels » ^[16].

Moulin à eau de Grand-Fayt ►
© Xavier Alphand



DEUX PÔLES
D'EXCELLENCE
RURAUX



Source : Acoiss. Calculs : Direccte Nord - Pas-de-Calais
 Champ : secteur concurrentiel hors agriculture et énergie
 Note de lecture : lorsque le tracé du territoire est à l'extérieur du tracé régional, l'activité est plus développée sur le territoire.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI ENTRE FIN 2007 ET FIN 2013

ACTIVITÉ	Effectif	Part dans l'emploi	Spécificité	Évolution 2007 > 2013	Évolution en région NPDC
Industrie de haute technologie dont : Aéronautique Fab prod informatiques, électroniques et optiques Industrie pharmaceutique	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif	+18,5 %
Industrie de technologie moyenne supérieure dont : Construction de matériel ferroviaire roulant Fab prod métalliques, à l'except machines et équipements Fab de machines et équipements n.c.a. Fabrication d'équipements électriques Industrie automobile Industrie chimique	4 300	11,4 %	227	-15,0 %	-16,8 %
Industrie de technologie moyenne inférieure dont : Fab d'autres produits minéraux non métalliques Fab produits en caoutchouc et en plastique Fab prod métal, à l'except machines et équipements Imprimerie et reproduction d'enregistrements Métallurgie	5 700	15,0 %	241	-18,4 %	-21,4 %
Industrie de faible technologie dont : Industries alimentaires Fabrication de textiles Industrie de l'habillement Industrie du papier et du carton	2 100	5,5 %	93	+1,5 %	-18,0 %
Eau, traitement des déchets	400	1,2 %	99	-9,7 %	+2,8 %
Construction	3 500	9,2 %	113	-0,2 %	-8,7 %
Activités non high-tech de services aux entreprises à forte concentration en connaissance dont : Act d'architecture et d'ingénierie; act contrôle, analyses techniques Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion Activités juridiques et comptables Activités liées à l'emploi Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 500	6,6 %	63	-47,6 %	-14,7 %
Activités high-tech de services aux entreprises à forte concentration en connaissance dont : Programmation, conseil et autres activités informatiques Recherche-développement scientifique Services d'information Télécommunications	300	0,7 %	28	+18,5 %	+5,4 %
Services financiers à forte concentration en connaissance	800	2,2 %	56	+0,5 %	+1,8 %
Activités de services présentiels à forte concentration en connaissance dont : Édition Activités pour la santé humaine Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire Enseignement Hébergement médico-social et social et action sociale	7 000	18,5 %	110	+11,3 %	+9,3 %
Activités de services aux particuliers et aux entreprises à moindre concentration en connaissance dont : Transports terrestres et transport par conduites Entreposage et services auxiliaires des transports Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises Commerce Hôtellerie/restauration	9 900	26,2 %	74	-4,8 %	+0,9 %
Autres services à moindre concentration en connaissance dont : Activités de poste et de courrier Activités des organisations associatives Autres services personnels	1 300	3,4 %	92	-19,4 %	-6,9 %
Total général	37 800	100,0 %		-10,4 %	-4,6 %

Source : Acoss. Calculs : Direccte Nord - Pas-de-Calais.

Champ : secteur concurrentiel hors agriculture et énergie

Note de lecture : l'indice de spécificité est le multiple de 100 du rapport entre le poids du secteur dans la zone étudiée et celui de la zone de référence. Une valeur supérieure à 100 indique que le secteur est plus développé dans la zone étudiée que dans la zone de référence.

Références bibliographiques

- [1] Direccte, DREAL [2009], « Enjeux pour l'industrie du Nord - Pas-de-Calais », octobre.
- [2] Insee [2003], « Le Pays Sambre-Avesnois », septembre.
- [3] Insee [1989], « Panorama des zones d'étude du Nord - Pas-de-Calais – Zone 17 Sambre Avesnois », Les Dossiers de Profils, n°11.
- [4] Insee [2011], « Les espaces du Nord - Pas-de-Calais – Trajectoires, enjeux et devenir – Mutations et polarités économiques – Fascicule 2 », Les Dossiers de Profils, n°105, décembre.
- [5] Secrétariat Général pour les Affaires Régionales [2003], « Le Nord - Pas-de-Calais : une région, des territoires », novembre.
- [6] Serge Dormard, « L'économie du Nord – Pas-de-Calais, histoire et bilan d'un demi-siècle de transformations », Septentrion – Presses Universitaires.
- [7] Jean-Marie ALLAIN [2005], « Le territoire de Val de Sambre – Genèse – Formation – Transformation », mars.
- [8] Archives nationales du monde du travail [1998], « Jeumont Industrie », archives publiques.
- [9] VALLOUREC. [en ligne]. <http://www.vallourec.com> [consulté le 30 septembre 2014].
- [10] Insee [2009], « Spécificités des territoires du Nord - Pas-de-Calais face aux aléas économiques », Pages de Profils, n°66, décembre.
- [11] Direccte Nord - Pas-de-Calais [2012], « Vingt ans de recomposition économique dans la zone d'emploi de Maubeuge », novembre.
- [12] B. FR., « Mecanov', le pôle régional d'excellence de la filière mécanique, en ordre de marche », dans la Voix du Nord du 2 avril 2013.
- [13] MEDEE. Nos projets. [en ligne]. <http://www.pole-medee.com> [consulté le 29 octobre 2014].
- [14] Société française d'énergie nucléaire. Actualités. « Areva inaugure son centre d'essais de Maubeuge » [en ligne]. <http://www.sfen.org> [consulté le 30 septembre 2014].
- [15] Agence de développement et d'urbanisme de la Sambre [2009], « Développement économique sambrien – Contexte perspectives et préconisations – Contribution aux réflexions de l'AMVS relatives à la création d'entreprises », août.
- [16] Mission observation des Maisons De l'Emploi [2012], « Diagnostic territorial partagé – Activité économique, emploi et formation », décembre.
- Insee [2014], « Ressorts des territoires face à la crise économique de 2008 », Pages de Profils, n°157, juin.
- Insee [2013], « 70 ans de dynamique de population active en Nord – Pas-de-Calais », Pages de Profils, n°132, juin.
- Insee [2011], « Les migrations alternantes en Nord - Pas-de-Calais », Les Dossiers de Profils, n°102, juin.
- Direccte Nord - Pas-de-Calais [2014], « Le dossier de conjoncture Nord - Pas-de-Calais – Situation à fin décembre 2013 », Les Synthèses de la Direccte, n°30, avril.
- Insee [2011], « Les espaces du Nord - Pas-de-Calais – Trajectoires, enjeux et devenir – Dynamiques démographiques – Fascicule 1 », Les Dossiers de Profils, n°104, décembre.
- Insee [1997], « Trois décennies de mutations économiques », Les Dossiers de Profils, n°44, mai.
- Oream-nord, « Aménagement d'une région urbaine – Le Nord - Pas-de-Calais ».

MÉTHODOLOGIE

Indice de formation

L'indice de formation prend une valeur de 0 à 4 : 0 si l'ensemble de la population observée n'a pas de diplôme à 4 si tous possèdent un diplôme de niveau II ou I.

Évolution de la population active

La population active d'un territoire se compose des personnes résidentes, ayant un emploi ou qui en recherchent un. Son évolution peut être appréhendée selon deux approches : sociodémographique ou par le marché du travail.

L'approche sociodémographique décompose l'évolution de la population active en trois facteurs :

- L'effet démographique indique la variation du nombre de personnes en âge de travailler, résultant de la déformation de la pyramide des âges ;
- L'effet taux d'activité indique la variation des taux d'activité à chaque âge, au cours de la période ;
- Le solde des migrations résidentielles est la différence entre les entrées et les sorties des actifs.

Δ population active = Δ effet démographique + Δ effet taux d'activité + solde des migrations résidentielles

L'approche marché du travail décompose l'évolution de la population active en quatre effets distincts :

- L'évolution du nombre d'emplois au lieu de travail dans la zone ;
- L'évolution du nombre de chômeurs ;
- L'évolution du nombre de militaires du contingent ;
- La variation du solde des navettes domicile-travail de la zone.

Δ population active = Δ emploi + Δ chômage + Δ militaires du contingent – Δ solde des navettes

Emplois des sphères présentielle et non présentielle

- Les activités présentielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.
- Les activités non présentielles sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises correspondantes.

Nomenclature Eurostat "Manufacturing High Technology Knowledge-Intensive Services" (MHTKIS)

Le niveau d'intensité de la R&D et la valeur ajoutée ont servi de critères de classement des secteurs de l'industrie manufacturière en haute technologie, technologie moyenne-supérieure, technologie moyenne-inférieure et faible technologie.

Les services sont principalement regroupés en fonction de la part des personnes ayant suivi des études supérieures en services à forte concentration en connaissance et des services à moins forte concentration en connaissance.

Cette nomenclature comporte au final quatre niveaux dans l'industrie et six dans les services (quatre dans les services à forte concentration en connaissance et deux dans les services à moindre concentration en connaissance).

Sources des données emploi

- Recensements de la population de 1962 à 2011, Insee
- Estimations d'emploi 2011, Insee
- Emplois salariés des secteurs concurrentiels de 1993 à 2007, Unédic
- Emplois salariés des secteurs concurrentiels de 2007 à 2013, Urssaf
- Direccte Nord - Pas-de-Calais [2014], « Repères emploi Nord - Pas-de-Calais - Situation à fin décembre 2013 », revue mensuelle n° 58, janvier.

entreprises **travail** régulation
emploi développement économique
tourisme **dialogue social**
formation tout au long de la vie
international **compétitivité**
régulation concurrentielle



Direccte Nord - Pas-de-Calais

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence,
de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Les Arcades de Flandre • 70 rue Saint-Sauveur • BP 456 - 59021 LILLE Cedex
Tél. 03 20 96 48 60 • Fax. 03 20 52 74 63
Internet : <http://www.nord-pas-de-calais.direccte.gouv.fr>

Document réalisé par la Mission Synthèse
de la Direccte Nord - Pas-de-Calais

